



La Californie taxera-t-elle ses milliardaires (de la tech) ?

Taxer les riches ?



En novembre, la population californienne devra voter sur un projet de taxation de ses milliardaires. Retour sur les enjeux.

Mathilde Saliou

Le 01 juillet à 15h32

Droit 5 min

La Californie adoptera-t-elle une taxe sur le patrimoine des milliardaires ? Portée par le syndicat du personnel de santé, le Service Employees International Union-United Healthcare Workers West (SEIU-UHW), la [proposition](#) prévoit de prélever 5 % d'impôt sur le patrimoine de tous les résidents de l'État au 1er janvier 2026 détenteurs de plus d'un milliard de dollars de patrimoine.

Quand bien même ce projet ne concerne que cet État précis, l'idée, elle, est devenue un sujet de débat à l'échelle nationale, en amont des élections de mi-mandat prévues en novembre aux États-Unis.

Alors qu'elle a largement dépassé le nombre de signatures nécessaires pour être soumise au vote de la population californienne, et serait selon certains [sondages](#) soutenue par 54 % de la population locale, elle rencontre une opposition croissante des principaux concernés. L'industrie de la tech et celle des cryptoactifs emploient désormais une partie de leur fortune à allumer des contre-feux.

Une taxe ponctuelle après la baisse des dépenses de santé

Tel qu'il est dessiné, le projet est pour le moment temporaire. Si elle est acceptée, la loi californienne sur l'imposition des milliardaires préleverait donc 5 % de la fortune des milliardaires locaux. Le but : financer les programmes de santé, d'éducation et d'aide alimentaire de l'État, singulièrement éprouvé par la « belle loi unique » (« One Big Beautiful Bill Act ») de Donald Trump. Adopté le 5 juillet 2025, ce texte a notamment réduit les dépenses fédérales en matière de santé.

Auprès du [Guardian](#), la directrice du SEIU-UHW indique que le projet de taxation des plus riches était une réponse directe à cette évolution législative, et qu'il visait à rétablir un déséquilibre existant selon lequel les « *travailleurs normaux paient un taux effectif d'impôt plus élevé que les états-uniens les plus riches* ». Au total, la Californie comptait au 1^{er} janvier environ 200 foyers à la fortune supérieure au milliard de dollars.

Un an plus tôt, la joint venture Silicon Valley constatait que le seul berceau de l'industrie technologique, la Silicon Valley, comptait de son côté neuf milliardaires détenant 15 fois plus de liquidités que la moitié de la population de la zone. Parmi eux : Mark Zuckerberg, fondateur de Meta, Larry Page et Sergey Brin, fondateurs de Google, Jan Koum, cofondateur de WhatsApp, Jensen Huang, patron de NVIDIA, ou Laurene Powell Jobs, philanthrope et veuve du fondateur d'Apple. Le think tank [qualifiait](#) la situation de propice à « *l'instabilité* » et « *la révolte* ». Depuis, l'essentiel des acteurs de la tech a encore [accru sa fortune](#) à la faveur de l'expansion de l'industrie de l'intelligence artificielle.

Si la taxe était appliquée, elle pourrait rapporter 100 milliards de dollars, calculent ses promoteurs.

L'IA a encore enrichi les milliardaires de la tech, et en fait émerger 50 nouveaux

Économie 29/12/2025 14h35

79

Sergey Brin et Chris Larsen vent debout

Pour la directrice du SEIU-UHW, « *demander à ceux qui ont le plus profité de l'économie de contribuer plus – en particulier à stabiliser le système de santé, qui est menacé – en est une étape raisonnable* ». Les grandes fortunes locales, elles, ne l'entendent pas de cette oreille.

Depuis le début des travaux pour collecter du soutien à la mesure, nombre d'entre eux ont reproduit le schéma éprouvé lors de la campagne présidentielle précédente, en versant des millions de dollars à des [comités d'action politique](#) (PAC).

[Rétrospective] Comment les technobros ont rallié Trump

Société 22/01/2025 14h09

99

Principaux financeurs de cette opposition, Sergey Brin a versé au moins 82 millions de dollars dans des travaux d'opposition à cette taxe, et le crypto-millionnaire Chris Larsen, au moins 13,2 millions de dollars. Derrière eux, le cofondateur de Palantir Peter Thiel, l'ex PDG de Google Eric Schmidt, le PDG de Doordash TonyXu, celui de Stripe Patrick Collision et plusieurs capitaux-risques ont aussi mis la main à la poche, liste le [Guardian](#).

En quelques semaines, cela leur a permis de faire émerger deux contre-propositions de loi qui seront, elles aussi, soumises au vote en novembre. Avec le risque de confondre les électeurs lorsqu'ils seront face aux trois propositions de texte.

La forme de la réforme contestée plus largement

En dehors de ces magnats qui luttent pour préserver leur propre fortune, plusieurs organisations s'opposent aussi à la proposition de taxation du SEIU-UHW. L'association des enseignants californiens, des groupes de l'industrie de la construction, et d'autres du domaine de la santé, dont l'affiliation californienne du [planning familial](#), critiquent la manière dont elle est écrite. Ils regrettent, notamment, que la proposition d'imposition ne [permette](#) aucun financement de long terme : si la loi passe, la taxe ne serait [prélevée](#) qu'une fois, à raison d'1% par an sur cinq ans.

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, est lui aussi au nombre des opposants. Il affirme que cette nouvelle imposition fera fuir les milliardaires de Californie. L'argument est fréquent, lorsque les questions d'imposition des hautes fortunes occupent le débat public. En France, où il est cité autour des projets de taxe sur les ultra-riches, dite [taxe Zucman](#), les [faits](#) tendent pourtant à [l'infirmier](#). De même, en Suède, qui a appliqué un impôt sur la fortune pendant près d'un siècle avant de le supprimer en 2007, l'évolution de ces taxations n'a eu qu'un [effet infime](#) sur la migration des plus riches.

Deux Français ont d'ailleurs [participé](#) à l'élaboration de la proposition du SEIU-UHW : les économistes Gabriel Zucman et Emmanuel Saez, spécialistes des questions de taxation des hauts patrimoines.

Commentaires (5)

Abonnez-vous pour prendre part au débat

[Se connecter](#)



Cet article est en accès libre, mais il est le produit d'une rédaction qui ne travaille que pour ses lecteurs, sur un média sans pub et sans tracker. Soutenez le journalisme tech de qualité en vous abonnant.

- Accédez en illimité aux articles d'un média expert
- Profitez d'au moins 1 To de stockage pour vos sauvegardes
- Intégrez la communauté et prenez part aux débats
- Partagez des articles premium à vos contacts

Abonnez-vous

Furanku pt
Aujourd'hui à 16h05

Personnellement je suis encore plus radical, en reprenant une mesure évoquée dans le passé par le Front de Gauche : **au-delà d'un certain patrimoine, imposition à 100%** (même si ce n'est pas si simple que ça à mettre en place quand le patrimoine est majoritairement lié à des cotations boursières).

Mais symboliquement, et même philosophiquement, de telles accumulations de richesses ne devraient pas exister. A aucun moment un individu, ou un groupe d'individu, n'a besoin d'accéder à une telle richesse. Cette richesse elle doit être distribuée. Elle doit circuler.

Je n'ai aucun mal à ce que certaines personnes soient millionnaires.

On a tout à fait le droit de réussir, de se construire un patrimoine (malgré les inégalités que cela cause ensuite et qu'il faut régler bien sûr).

Jusqu'à un certain point.

Le cerveau humain est incapable de percevoir ce que représente un milliard. Le gap qu'il peut y avoir entre un millionnaire et un milliardaire. Les chiffres sont tellement stratosphériques...

Et là on parle d'individus ayant des dizaine, voire dépassant la centaine de milliards.

Alors certains rétorqueront, à juste titre, que leur fortune est majoritairement liée à la cotation de leur(s) entreprise(s). Oui mais... ce n'est pas que ça et ça ne justifie en rien qu'il ne faille rien faire. Surtout quand ce patrimoine, même si volatile, engendre des effets délétères à tous les niveaux (sociaux, environnementaux, etc).

5 1

TheKillerOfComputer
Modifié aujourd'hui à 16h43

au-delà d'un certain patrimoine, imposition à 100% (même si ce n'est pas si simple que ça à mettre en place quand le patrimoine est majoritairement lié à des cotations boursières).

C'est surtout impossible sauf à vouloir rendre éjectable par son conseil d'administration toute personne qui parvient à créer une entreprise florissante, à force qu'elle devra revendre ses titres. On aura bien du mal à rivaliser avec les entreprises américaines ou asiatiques si ceux qui sont capables de les créer sont contraints d'arrêter assez vite.

J'avais pensé à ce genre d'idées aussi plus jeune, mais face à cet écueil j'ai estimé que c'était infaisable.

On a tout à fait le droit de réussir, de se construire un patrimoine (malgré les inégalités que cela cause ensuite et qu'il faut régler bien sûr). Jusqu'à un certain point.

C'est la partie « construire un patrimoine » ou la partie « droit de réussir » qui est concerné par le « certain point » ? Car en lisant cette phrase ma tête m'a sorti le mot « équité ». Je me demande si tu ne fais pas la confusion.

Car en quoi cela cause des inégalités d'avoir par exemple un patrimoine de 100 millions si à côté le détenteur semble être décent (paie ses employés s'il en a, etc.) ?

Aqua pt
Aujourd'hui à 17h12

C'est surtout impossible sauf à vouloir rendre éjectable par son conseil d'administration toute personne qui parvient à créer une entreprise florissante, à force qu'elle devra revendre ses titres. On aura bien du mal à rivaliser avec les entreprises américaines ou asiatiques si ceux qui sont capables de les créer sont contraints d'arrêter assez vite.

J'avais pensé à ce genre d'idées aussi plus jeune, mais face à cet écueil j'ai estimé que c'était infaisable.

Oui ce genre de réponse est bien symptomatique de la peur agitée sans cesse par les médias ultras-libéraux et que reprennent en **coeur** des gens qui ne verront jamais le centième de cette fortune.

On parle bien de **revenus** dépassant des sommes colossales et que c'est donc la **tranche** au-delà qui sera imposée. Donc nul besoin de vendre des titres pour payer ses impôts. C'est juste les revenus indécents qui seront taxés (et par là même on peut même imaginer que ça génère un frein aux revenus débilés du CAC40 puisque de toute façon au-delà d'un seuil le dirigeant ne touche plus rien).

Par contre la réelle question de société, c'est pour la taxation du capital. Quand des économistes renommés et pas violents pour 2 sous comme Piketty parlent d'une taxation du capital pour les Centmillionnaires et Milliardaires ça devrait pas générer d'émois. C'est la juste et nécessaire source de revenus pour faire tourner le pays.

Rappelons que la taxe "zucman" qui a fait hurler les idiots sur les plateaux télé n'était que sur 2% du capital alors que, par construction, la rente sur le capital est stable depuis 500 ans (depuis qu'on a des données économiques pas trop dégueu) et proche de 5% coûts d'entretiens et d'investissement déduits. Donc on freine juste **un peu** l'enrichissement des ultra-riche.

cf pour ceux que ça intéresse, les excellentes [conférences](#) de y a qques semaines du [World Inequality Forum](#)

1

Arkeen pt
Modifié à l'instant

Car en quoi cela cause des inégalités d'avoir par exemple un patrimoine de 100 millions si à côté le détenteur semble être décent (paie ses employés s'il en a, etc.) ?

Parce que avec 100 millions, tu as LARGEMENT de quoi très bien vivre. C'est tout aussi vrai avec 10 millions, voire moins. Et pendant ce temps, des gens qui triment et travaillent tout autant (voire beaucoup plus) galèrent à joindre les 2 bouts, à accéder au logement, à une nourriture saine, à un système de santé décent, aux transports, aux vacances, etc.

Si cette somme était distribuée plus équitablement, beaucoup plus de gens vivraient une vie moins difficile. L'accès au logement est selon moi l'une des métriques les plus cruciales : une majorité de gens n'arrive pas à être propriétaire d'un logement, alors que de l'autre côté une poignée de personnes (genre ceux qui possèdent 100 millions de patrimoine) peuvent avoir autant de résidences secondaires, tertiaires, etc., avec piscine, clim, etc. Mais plus généralement ils vont acheter juste pour louer derrière. Ce faisant, ils font exploser les prix de l'immobilier et participent directement à la précarisation de la majorité.

Autour de chez moi, les propriétaires de maisons ont du mal à vendre au prix du marché, parce que les locaux n'ont tout simplement pas assez d'argent. Du coup, la plupart des ventes se font à des riches parisiens, qui veulent avoir un pied-à-terre en province, ou pour la refiler à leur enfants. Mais la grande majorité des baraqués pourrissent sur place, faute d'acheteurs. Pendant ce temps, la majorité des locaux s'entasse dans des apparts minuscules, mal isolés du froid comme de la chaleur, et y dépensent la moitié de leur salaire ...

Bourrique
Aujourd'hui à 17h16

Si je sais encore calculer, les sommes qu'ils dépensent pour s'opposer à la taxe leur coute quasiment aussi cher que la taxe elle même.

